

**Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Dames en Heren,**

Het is voor mij een eer en een genoegen voor u te kunnen spreken. In het bijzonder omdat het mij de gelegenheid geeft, over een fundamentele waarde van onze maatschappij, van onze politieke filosofie, te spreken, met name de vrijheid.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour commémorer le 50^e anniversaire de ... de quoi au fait ? De la révolution hongroise ? D'une révolte étudiante ? De la révolte de tout un peuple ? Ou, de façon plus neutre, des "événements" de Budapest ? Ou, peut-être encore, de l'intervention des troupes soviétiques dans un "pays ami" ?

L'histoire n'est pas neutre. Selon les mots qu'on emploie, on peut déjà discerner tel ou tel sous-entendu, telle ou telle analyse politique d'un événement.

On a l'habitude de dire que l'histoire est écrite par les vainqueurs. Mais les vainqueurs d'hier ne sont pas toujours les vainqueurs d'aujourd'hui. Là où certains parlaient hier de "la nécessité d'étouffer rapidement un mouvement réactionnaire", d'autres parlent aujourd'hui de la révolte spontanée des Hongrois contre ceux qu'ils considéraient comme des occupants.

Même un historien, même un politologue peut prendre parti sans pour autant trahir son devoir scientifique. Je n'hésite pas à dire, devant vous, que je préfère ceux qui choisissent la lutte pour un idéal de liberté à ceux qui ne cherchent qu'à imposer la loi du plus fort.

Au-delà des mots, je souhaiterais placer la révolution hongroise dans un contexte bien plus large, l'histoire de l'Europe au 20^e siècle. Nul besoin de rappeler ici que cette histoire, notre histoire, fut souvent sanglante, que notre continent a failli basculer tout entier dans la barbarie la plus abjecte.

Il nous faut par contre rappeler que tous ces conflits furent basés sur des idées, sur des mots. La violence, en particulier la violence politique, commence toujours par des mots. Le 20^e siècle a en effet vu s'affronter chez nous, en Europe, trois grandes familles de pensée politique : le libéralisme, le communisme et le fascisme. Toutes ces idéologies sont nées et ont grandi sur notre continent. Au point que certains historiens n'hésitent pas à comparer l'histoire du 20^e siècle à une gigantesque guerre civile européenne.

En effet, il a fallu trente longues années, de 1914 à 1945, avant de voir s'effondrer l'idéologie fasciste et son plus funeste représentant, le nazisme. Certains avatars du fascisme ont même survécu jusqu'en 1975 ! Plus aucun régime politique ne s'est réclamé de cette idéologie depuis lors, mais cela ne veut hélas pas dire que toutes les idées fascisantes ont disparu. Le plus cruel rappel en fut le long processus de décomposition de la Yougoslavie, qui nous a fait revivre les heures les plus noires de "l'épuration ethnique".

Le communisme, pour sa part, est arrivé au pouvoir en 1917. Il est cliniquement décédé avec la chute du Mur de Berlin, après avoir régné pendant 40 ans sur la moitié du continent. Dans la lutte à mort avec le nazisme, l'URSS fut un allié objectif, et d'ailleurs incontournable au regard des réalités stratégiques. Le peuple russe a payé au prix fort, 20 millions de morts, une résistance souvent héroïque.

Mais jamais cet héroïsme ne pourra effacer le goulag, les purges, les disparitions au petit matin, les famines provoquées, les millions de morts causés par le régime soviétique lui-même.

Pareillement, la participation évidente de l'URSS à la défaite du nazisme ne pourra jamais effacer l'oppression subie par la moitié de notre continent pendant des décennies. Le fait d'avoir participé à la défaite d'une tyrannie ne donne pas le droit d'imposer soi-même une autre forme de tyrannie.

Le fascisme prônait la supériorité des uns sur les autres. Le communisme cherchait à imposer un bien commun, très théorique et inatteignable. Comme l'a dit en son temps George Orwell : "Some were more equal than others". Certains étaient plus d'égaux que d'autres ... La même forme d'ironie fut souvent utilisée dans les pays soumis à la dictature communiste. J'ai gardé cette formule en mémoire : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous – sinon je tire ..."

Ces deux idéologies prônaient une forme de perfection terrestre, une forme d'absolutisme sans concession. Pareille dérive de la pensée ne pouvait déboucher que sur l'imposture et la dictature. Puisque les hommes ne se pliaient pas volontairement à la théorie, il fallait imposer aux hommes de se conformer à la théorie !

Or, la nature humaine est faite d'imperfection. Ceux qui ne peuvent pas l'admettre sont condamnés à vouloir imposer leur vision aux autres. Le vainqueur de cette véritable guerre idéologique, ce fut et ce reste le libéralisme politique. L'idée que chaque être humain a droit au même respect, que chaque être humain est libre de penser et de s'exprimer. Et que c'est ainsi que chacun participe, à son échelle infime, à la beauté de l'humanité. En reconnaissant que nous ne sommes pas parfaits, mais que nous pouvons tous apporter notre pierre à l'édifice commun.

Ce n'est ici ni le lieu ni le moment pour évoquer toutes les déclinaisons possibles du mot "libéralisme". Contentons-nous de garder en mémoire la célèbre déclaration de Winston Churchill devant la Chambre des Communes en 1947 :

- *Democracy is the worst form of government - except for all those other forms, that have been tried from time to time.»*

"La démocratie est le plus mauvais système de gouvernement - à l'exception de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire."

Par contre, c'est bien le moment et l'endroit de rappeler ce que les Européens ont entrepris ensemble pour vivre à la fois dans la paix et dans la dignité, pour bannir l'idée même d'oppression.

Au départ, il y eut, cette fois aussi, une idée. L'idée que les Européens pourraient s'unir, transcender les frontières et les égoïsmes nationaux. Effacer des siècles de rivalités souvent stériles pour penser ensemble l'avenir. Il a fallu l'horreur de la seconde guerre mondiale pour que nous osions franchir le pas, pour que nous tentions l'impossible rêve.

Plus de cinquante ans après les débuts de l'intégration européenne, nous pouvons affirmer avec certitude que le rêve est devenu réalité. La Belgique a pris sa part dans cette construction, et nous en sommes fiers. Mais nous voulons aller encore plus loin, bâtir une Europe qui soit une réelle entité politique, ouverte sur le monde.

Nous sommes tout particulièrement ravis d'avoir pu accueillir, ces dernières années, une série de nouveaux membres au sein de l'Union européenne. Parmi ceux-ci, la Hongrie, un pays de taille comparable au nôtre, avec lequel nous avons rapidement tissé des relations de travail au quotidien.

Cet élargissement de l'Union européenne est en quelque sorte la consécration de la victoire de la liberté sur l'oppression. Tous ceux qui ont lutté contre l'oppression ont contribué à la construction d'une Europe qui considère les différences entre ses membres comme une richesse, et non comme une faiblesse. Une Europe bâtie sur l'esprit critique, le dialogue, l'échange. Une Europe où l'individu refuse de se soumettre à des schémas politiques fumeux.

Ceux-là se sont parfois battus dans des situations désespérées, à mains nues, à un contre cent, mais toujours mus par une volonté farouche. Comme les révoltés hongrois de 1956. Ceux-là, tous ceux-là, ne méritent pas seulement notre respect. Ils méritent

**aussi que nous nous souvenions d'eux très longtemps encore.
Nous leur devons la liberté.**

Je vous remercie.